

Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **43 (2006)**

Heft 1701

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Les armes des citoyens et la paix des ménages

Cinq ans après l'attentat de New York et la tuerie de Zoug, le fusil d'assaut dans l'armoire enflamme toujours le débat entre les partisans des soldats prêts à l'emploi et ceux qui veulent les désarmer.

Cinq ans après, nos regards se tournent à nouveau vers New York. Les images des avions civils coupant en deux les tours jumelles n'ont pas fini de nous hanter. Malgré les fumeuses théories négationnistes - dont la presse romande s'est curieusement fait l'écho - sur les événements du 11 septembre, ces terrifiants attentats, puis ceux de Madrid en 2004 et de Londres l'année dernière, nous rappellent que les démocraties sont attaquées. Le conflit mondial asymétrique est sinon une réalité, du moins une menace clairement perceptible.

Cinq ans après, nos regards se tournent à nouveau vers Zoug. Le souvenir d'un passionné d'armes ouvrant aveuglément le feu dans le parlement cantonal est encore vivace. Ancien soldat, ce citoyen possédait un véritable arsenal militaire. Plus l'assassinat tragique de l'ex-championne de ski Corinne Rey-Bellet et de son frère, commis avec un pistolet d'ordonnance, n'a fait que renforcer la méfiance grandissante vis-à-vis des armes à feu. La corrélation entre le nombre d'armes en circulation, le taux de suicides et les drames familiaux est scientifiquement démontrée.

La situation est paradoxale. D'une part, rarement un contexte international si

troublé pouvant justifier un engagement rapide de l'armée, n'a prévalu. D'autre part, des morts auraient sans doute pu être évités sans l'omniprésence des armes, surtout celle du fusil d'assaut militaire, dans les ménages suisses. Retirer au citoyen soldat son attribut principal n'est désormais plus un tabou, même au-delà de la Sarine: le sujet sera un point chaud de la session des Chambres qui s'ouvre lundi à Flims dans les Grisons (cf. page 2).

Le débat est avant tout militaire: l'obligation pour les soldats d'avoir une arme prête à l'emploi se justifie-t-elle encore? Aujourd'hui, le concept même de mobilisation a disparu. L'entrée en service des soldats incorporés puis, si nécessaire, de la réserve doit se faire graduellement, selon l'idée d'une «montée en puissance». Mais aux yeux du patron de l'armée, Samuel Schmid, ce changement de doctrine n'implique pas l'abandon de l'arme «dans l'armoire». Les unités de l'armée doivent être mobiles et pouvoir être engagées rapidement: mettre les armes en lieu sûr et les récupérer à chaque engagement compliquerait singulièrement la mise.

(ad) Suite de l'article à la page 2

Sommaire

Les statistiques des salaires brossent le portrait d'un peuple de spécialistes bien payés.

page 2

Les paysans veulent en savoir davantage sur les OGM avant la fin du moratoire.

page 3

Zurich se pare de rail pour tenir son rang.

page 4

La croissance exponentielle de la Chine inquiète l'Occident tandis qu'elle stimule les exportations suisses.

page 6

A Neuchâtel, les aspirants policiers s'exposent aux cultures étrangères.

page 7

Impôts

Au moment même où est assénée la corrélation recettes-prestations, le Conseil national va débattre d'un allègement fiscal au profit des actionnaires qui privera les cantons de montants équivalents à ceux de COSA. Jamais un aussi flagrant délit de contradiction n'a été observé.

Édito page 3